



MAIRIE
LE VAL

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20

Télécopie : 04 94 37 02 25



2016/055

AUTORISATION TEMPORAIRE
D'occupation du domaine public et
Voirie
Echafaudage 10 rue Victor HUGO

N° 2016/55

Le Maire de la Commune du Val ;

Vu les articles L. 2212-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article R. 610-5 du Code Pénal ;

Vu l'arrêté Municipal 2013/01 du 2 janvier 2013 réglementant la circulation dans le village ;

Vu la demande en date du 04 avril 2016, de l'entreprise de maçonnerie Générale LAMBERT, domiciliée 83136 LA ROQUEBRUSSANNE, concernant la pose d'un échafaudage au droit du n°10 rue Victor HUGO – 83143 LE VAL, du 04 au 07 avril 2016, afin d'y effectuer des travaux de façade.

Vu l'attestation en date du 04 avril 2016 fournie par Monsieur LAMBERT Christophe, responsable de l'entreprise précitée, affirmant avoir monté ledit échafaudage, au droit du 10 rue Victor Hugo à Le Val, dans les normes et l'avoir attaché à trois points.

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité et de réglementer la circulation et le stationnement sur l'ensemble des voies communales.

ARRÊTE

Art. 1 : par dérogation à l'AM n° 2013/01 du 2 janvier 2013, l'entreprise de maçonnerie générale LAMBERT est autorisée à installer un échafaudage devant le n°10 rue Victor HUGO 83143 LE VAL, pour le compte de Monsieur PAVLENKO Mykhailo du 04 avril 2016 de 08h00 au 07 avril 2016 à 17h00

Il est également autorisé à y stationner dans la continuité une machine à projeter immatriculée DA-512-MQ aux fins d'enduire la façade précitée de 08h00 à 17h00, chaque jour autorisé.

Il est également autorisé à stationner à proximité immédiate du chantier une camionnette RENAULT Master avec benne immatriculée CQ-237-SA afin d'y entreposer le matériel de chantier nécessaire, de 08h00 à 17h00, chaque jour autorisé.

Art. 2 : Le pétitionnaire s'engage à maintenir en place une signalisation conforme à la législation visant à prévenir les usagers de l'interruption de circulation à l'entrée de la rue Victor HUGO et à remettre les lieux dans leur état d'origine.

Art. 3 : Le pétitionnaire s'engage à faciliter le passage des piétons et à n'entraver ni leur circulation, ni celle des véhicules légers (VL). En cas de gêne, il devra en permanence être en mesure de déplacer son véhicule et ses équipements gênants la circulation précitée.

Art 4 : En cas d'achèvement des travaux avant le terme du délai autorisé, la police municipale devra être avertie et l'échafaudage et autres matériels précités démontés et enlevés.

Art. 4 : Le pétitionnaire s'engage à respecter les horaires prévus par l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var.

Art. 5 : La Gendarmerie de Brignoles et la Police Municipale sont chargées chacune en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté.

Art. 6 : Toute infraction au présent arrêté sera poursuivie conformément aux lois.

Art. 7 : Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et publication.

Copies transmises à :

- Le Pétitionnaire
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles.
- La Police Municipale du Val

Certifié exécutoire

Vu la publication ou notification
le **05 AVR. 2016**



Fait au Val, le 04 avril 2016

Le Maire
Bernard SAULNIER

[Signature]
71